

Sur la voie des engagements du Sommet

Les réponses politiques sont-elles efficaces et durables?

La hausse brutale à l'échelle mondiale du prix des aliments a suscité dans le monde une large gamme de réactions. Les premières mesures ont essentiellement visé à garantir une offre alimentaire adéquate au niveau local, à maintenir les prix à un niveau abordable pour les consommateurs et à fournir une aide sociale aux plus vulnérables. Ainsi a-t-on allégé les taxes à l'importation; imposé des restrictions à l'exportation pour préserver les disponibilités vivrières nationales; mis en œuvre des mesures de contrôle des prix; attribué des subventions et procédé à des prélèvements sur les stocks afin de stabiliser les approvisionnements et les prix. Dans un premier temps tout au moins, on a moins insisté sur les réponses axées sur l'offre agricole. Pourtant, les gouvernements de plusieurs pays en développement ont pris des mesures pour fournir aux agriculteurs le soutien nécessaire pour dynamiser la production alimentaire nationale.

Une enquête sur les politiques adoptées par 77 pays a montré qu'en 2007 et au début de 2008 la moitié environ des pays avaient réduit leurs taxes sur les importations de céréales et qu'ils étaient un peu plus nombreux à avoir imposé des contrôles des prix ou des subventions à la consommation en vue de maintenir les prix alimentaires nationaux en deçà des prix mondiaux¹². Un quart des gouvernements ont imposé des restrictions à l'exportation et la même part environ a pris des mesures pour accroître l'offre intérieure en puisant dans les stocks de céréales vivrières. Seuls 16 pour cent des pays étudiés n'avaient pas mis en œuvre de politiques pour réduire l'impact de la flambée des prix alimentaires. Ces réponses ont été extrêmement variables selon les régions. C'est en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et dans les Caraïbes que les interventions ont été les moins nombreuses.

L'impact, l'efficacité et la durabilité de certaines de ces mesures politiques ne sont pas toujours bien clairs. Premièrement,

en maintenant les prix des produits à la sortie de l'exploitation à des niveaux artificiellement bas, elles peuvent décourager une réponse de l'offre, pourtant si nécessaire, et d'éventuels gains de productivité. Deuxièmement, les restrictions à l'exportation réduisent l'offre sur les marchés internationaux, entraînant un renchérissement et aggravant d'autant la situation mondiale. Troisièmement, la multiplication des subventions et/ou la baisse des taxes et des tarifs douaniers renforcent la pression sur les budgets nationaux et réduisent les ressources budgétaires disponibles pour les investissements publics et les autres dépenses de développement, pourtant indispensables. Pour résumer, certaines des politiques mises en œuvre tendent à nuire aux producteurs et à leurs partenaires commerciaux et alimentent en réalité l'instabilité des cours mondiaux. L'expérience a démontré que l'efficacité des mesures de contrôle des prix n'est généralement que très passagère. De plus, elles exercent une forte pression budgétaire sur les gouvernements et n'encouragent pas les agriculteurs à agir pour accroître l'offre. Dans un certain nombre de pays qui ont imposé des contrôles aux exportations (voire les ont purement et simplement

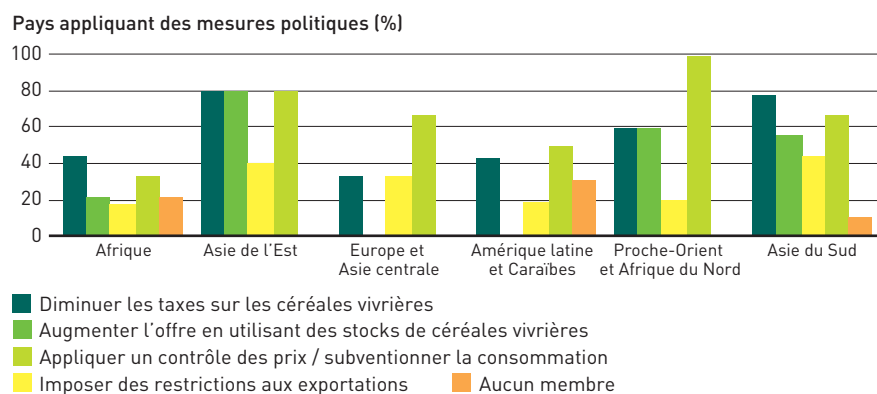
interdites), certains agriculteurs ont réduit leurs emblavures du fait des prix artificiellement bas des céréales au niveau national et du coût excessif des intrants (carburant, semences et engrais). Comme le montre l'encadré, les politiques publiques n'ont guère réussi à protéger les économies nationales des chocs de prix externes.

La voie d'avenir: la stratégie sur deux fronts

Les mesures prises pour répondre à la flambée des prix alimentaires visaient dans un premier temps à améliorer l'offre alimentaire locale et à atténuer les répercussions immédiates sur les consommateurs. Cependant, il est apparu clairement que, afin de relever les défis à court et long terme de la flambée des prix alimentaires tout en renforçant les opportunités qui en découlent, les gouvernements nationaux et la communauté internationale doivent mettre en œuvre des politiques et des mesures cohérentes. La solution durable au problème de l'insécurité alimentaire dans le monde consiste à accroître la production et la productivité dans le monde en développement, en particulier dans les PFRDV, et à s'assurer que

28

Mesures politiques pour enrayer le problème des prix alimentaires élevés, par région



Note: Sur la base d'informations préliminaires collectées par le personnel de la Banque mondiale et modifiées par la FAO (avril 2008).

Source: FAO.



les populations pauvres et vulnérables aient accès aux aliments dont elles ont besoin. Dans cette perspective, la FAO a plaidé pour une *approche sur deux fronts* servant de cadre stratégique global à la lutte contre la faim. Ce cadre, désormais largement adopté par la communauté du développement, vise à répondre aux défis à court et à long termes de la sécurité alimentaire et il apparaît très adapté au contexte actuel de flambée des prix. Il s'agit, dans un premier temps, de promouvoir une réponse de l'offre du secteur agricole et le développement des zones rurales moyennant des mesures appropriées d'incitation et d'investissements dans les biens publics. L'objectif est d'accroître les disponibilités vivrières comme les capacités rémunératrices de l'agriculture et de l'économie rurale, en tant que moyens de promouvoir le développement rural global. Pour que les politiques puissent sensiblement réduire la pauvreté, il est essentiel d'accorder la plus grande attention aux capacités de production des petits agriculteurs. Sur le second front, il faut assurer aux pauvres et aux personnes vulnérables un accès immédiat à la nourriture, en leur offrant des filets de sécurité et des mesures de protection sociale.

Les deux composantes de la stratégie sont essentielles. Le développement de l'agriculture et de l'économie rurale offre aux pauvres des possibilités d'améliorer leurs moyens d'existence, condition *sine qua non* pour réduire durablement l'insécurité alimentaire. L'amélioration de l'accès direct à la nourriture et à la nutrition renforce et optimise les capacités humaines et le potentiel productif des personnes exposées au risque de carences nutritionnelles. Cela leur permet également de tirer le meilleur parti des opportunités qu'offre le développement. Étant donné que 75 pour cent des pauvres vivent dans des zones rurales, il est essentiel de se concentrer sur l'agriculture et le développement rural pour réduire et durablement la pauvreté.

Les compromis

Du fait des prix élevés des aliments et des carburants, les pays en développement sont confrontés à des choix macroéconomiques difficiles. Dans le monde, l'inflation est à la hausse et les prix des aliments augmentent encore plus vite que ceux des autres biens et services, particulièrement au sein des pays en développement. La maîtrise de l'inflation impose des compromis difficiles qui ont de lourdes implications sur la sécurité alimentaire. La hausse des taux d'intérêt, si elle permet de résorber les pressions inflationnistes, tend à réduire les investissements et à augmenter le taux de change, ce qui nuit aux exportations, à la croissance et à l'emploi. Cela pourrait réduire les revenus des plus pauvres et limiter leur accès à la nourriture. À l'inverse, la poursuite d'une augmentation rapide des prix entraînera une érosion de la valeur des salaires réels et du pouvoir d'achat des salariés, ce qui pèsera sur la sécurité alimentaire.

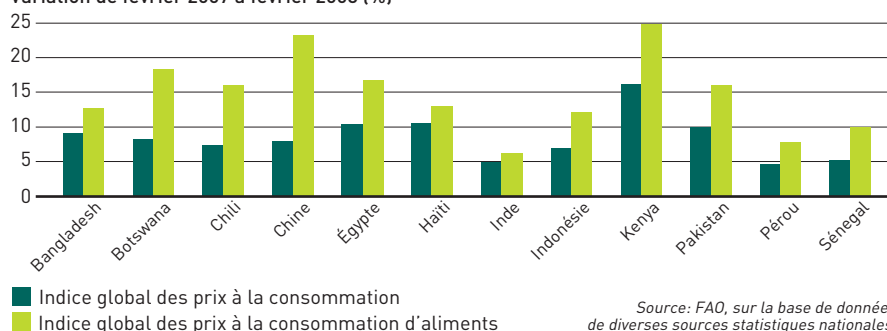
Les tentatives des gouvernements de protéger les consommateurs au moyen de subventions généralisées ou de filets de sécurité sont toujours coûteuses et créent des contraintes budgétaires pour les pays à faible revenu. Si les prix intérieurs augmentent au même rythme que les prix mondiaux, acquérir des aliments pour les revendre aux groupes ciblés ne entraînera une augmentation des dépenses budgétaires. Toute

restriction des exportations visant à soutenir la consommation intérieure aura pour conséquence une baisse des recettes d'exportation et des recettes en devises. Certains pays peuvent être en mesure de financer leurs déficits budgétaires durant une période limitée mais d'autres, aux systèmes financiers plus rudimentaires, pourraient avoir besoin d'une aide extérieure importante pour maîtriser ces déséquilibres macroéconomiques. Les PFRDV seront soumis à des pressions particulièrement fortes et devront peut-être réduire leurs budgets de développement et réaffecter leurs devises à l'achat de produits alimentaires adéquats et abordables plutôt que de les consacrer à d'autres importations essentielles.

En conclusion, les gouvernements doivent opérer des compromis difficiles du fait des prix alimentaires élevés. Ils peuvent : i) réduire leurs subventions et risquer une détérioration rapide de la sécurité alimentaire; ii) réduire leurs investissements dans les biens publics comme la santé, l'éducation et les infrastructures et risquer ainsi de ralentir le rythme de leur croissance et le développement à plus long terme; ou iii) n'opter pour aucune de ces deux solutions et encourir le risque de voir se développer d'importants déséquilibres macroéconomiques tout aussi pernicieux pour la croissance et le bien-être à long terme.

Hausse des prix alimentaires et inflation généralisée

Variation de février 2007 à février 2008 (%)



Source: FAO, sur la base de données de diverses sources statistiques nationales.

Sur la voie des engagements du Sommet

Réduire la pauvreté grâce aux petites exploitations agricoles

Prix des aliments, production et sécurité alimentaire

L'augmentation de la production alimentaire permettrait de rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande à des prix inférieurs. La flambée des prix alimentaires pourrait inciter les producteurs agricoles à accroître leurs investissements et leur production. Les premiers signes indiquent que le secteur agricole a réagi par une augmentation des surfaces emblées et de la production.

Quoi qu'il en soit, la nécessité d'accroître la production alimentaire ne doit pas être perçue uniquement dans le contexte des «déséquilibres» actuels entre l'offre et la demande. Tout comme l'augmentation de la productivité alimentaire et agricole, celle de la production sera essentielle pour satisfaire à la croissance continue de la demande effective au cours des prochaines années. La demande d'aliments pour la consommation humaine et animale continuera de se développer du fait de l'urbanisation, de la croissance économique et de la hausse des revenus, ce qui favorisera la demande de produits de plus forte valeur, viande et produits laitiers en particulier. D'ici à 2050, la demande alimentaire doublera sous l'effet de la croissance démographique et socioéconomique.

Pour répondre à ce défi dans les pays en développement, le rendement céréalier devra augmenter de 40 pour cent alors que les besoins nets en eau d'irrigation connaîtront une hausse de 40 à 50 pour cent. En outre, quelque 100 à 200 millions d'hectares de terre supplémentaires pourraient s'avérer nécessaires, essentiellement en Afrique subsaharienne et en Amérique latine¹³. On estime que 80 pour cent de l'augmentation de la production agricole mondiale devra provenir de l'augmentation des rendements. Il convient également d'ajouter à ces chiffres la demande croissante en matière première bio-énergétique.

Au-delà du simple équilibre entre besoins et disponibilités au niveau mondial, une question centrale en matière de sécurité alimentaire consiste à savoir qui participe aux réponses à court et long termes apportées par l'agriculture pour faire face à la flambée des prix et satisfaire aux futurs besoins alimentaires. Autrement dit, augmenter la production alimentaire est une condition nécessaire mais non suffisante pour traiter l'aggravation récente de l'insécurité alimentaire causée par la hausse du prix des aliments (dont témoigne le basculement dans la faim de 75 millions de personnes supplémentaires) et l'insécurité structurelle à long terme représentée par les quelque 850 millions de personnes qui souffraient déjà de malnutrition avant la récente flambée.

Pourquoi les petits agriculteurs?

Pour s'assurer que l'augmentation de la production renforce la sécurité alimentaire, les pays en développement doivent pouvoir exploiter leur potentiel d'augmentation de la production et de la productivité agricoles grâce à un cadre d'ensemble plus favorable, tandis que les gouvernements nationaux et les dona-

teurs internationaux doivent accroître leurs investissements dans l'agriculture et le développement rural¹⁴.

La gravité de la faim dans le monde et les difficultés à la réduire même lorsque l'offre est importante et les prix bas montrent qu'il existe un problème fondamental d'accès à l'alimentation. Même des prix alimentaires faibles ne permettront pas de le résoudre totalement car il dépend aussi de la capacité des pauvres à produire assez de nourriture ou à générer assez de revenus pour en acheter.

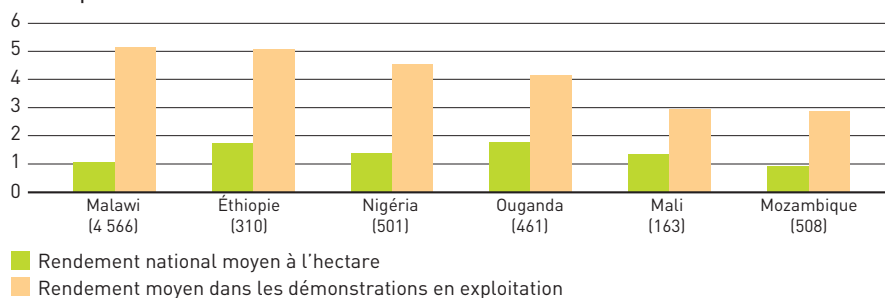
D'autre part, comme la plupart des ménages ruraux pauvres tirent une part importante de leurs revenus de leur propre production agricole, l'accroissement de la productivité agricole entretient un lien étroit avec la réduction de la pauvreté rurale. Il s'ensuit que l'augmentation de la production et de la productivité alimentaires doit aller au-delà d'un simple objectif de baisse des prix sur les marchés mondiaux, pour offrir une possibilité concrète de réduction de la pauvreté et de la faim dans les zones rurales.

Pour y parvenir, tout dépendra de la mesure dans laquelle les petits agriculteurs – qui représentent 90 pour cent des ruraux pauvres – pourront participer à

29

Maïs : écarts de rendement exploitables en Afrique subsaharienne

Tonnes par hectare

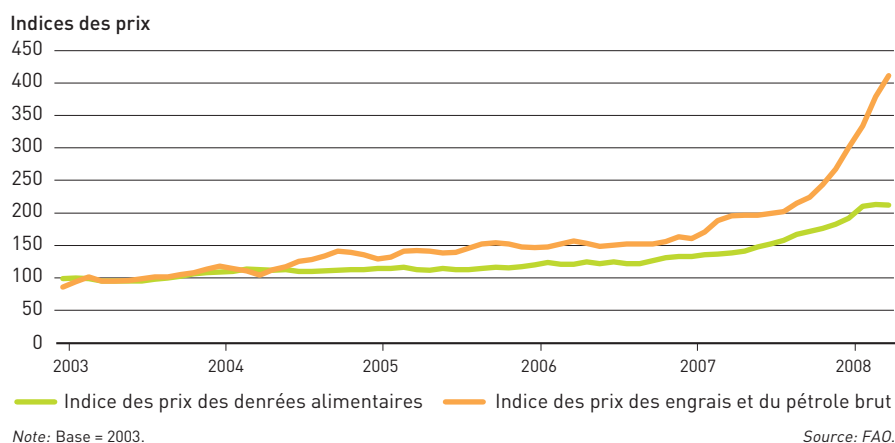


Notes: Le nombre de parcelles figure entre parenthèses. Variétés améliorées par pollinisation libre dans tous les cas, à l'exception du Nigéria, qui utilise des hybrides. Les données concernent 2001 pour l'Éthiopie, le Mozambique, le Nigéria et l'Ouganda, 2002 pour le Malawi, et une moyenne de 2001, 2002 et 2004 pour le Mali.

Source: Banque mondiale, 2007. Rapport sur le développement dans le monde en 2008: l'agriculture au service du développement. Washington, États-Unis d'Amérique.



Les prix des intrants sont supérieurs aux prix alimentaires



des activités productives et rémunératrices, tant agricoles que non agricoles¹⁵.

Les deux tiers environ des 3 milliards de ruraux vivent des revenus tirés de quelque 500 millions de petites exploitations de moins de deux hectares. Les efforts visant à développer la production agricole doivent par conséquent se concentrer en grande partie sur l'accroissement de la productivité de ces petits agriculteurs. À eux seuls ils constituent environ 80 pour cent de l'agriculture africaine, produisant essentiellement des aliments de base¹⁶. En les excluant des futures stratégies, on ne ferait que les marginaliser davantage, augmenter la pauvreté au sein des zones rurales et accélérer la migration des ruraux pauvres vers les zones urbaines.

Une croissance agricole à assise large intégrant les petits agriculteurs pourrait fortement contribuer à réduire la pauvreté. En plus d'accroître les disponibilités vivrières et de réduire le prix des aliments, une meilleure productivité des petites exploitations améliorerait les revenus et générerait une plus forte demande de biens et de services produits localement, entraînant un développement socioéconomique à assise large dans les zones rurales. Cette dynamique est une

des principales raisons expliquant pourquoi la croissance agricole est jusqu'à quatre fois plus efficace pour réduire la pauvreté que celle d'autres secteurs¹⁷.

De plus, bien souvent, les petites exploitations jouissent d'un meilleur potentiel d'accroissement de la productivité car elles utilisent efficacement la main-d'œuvre familiale. Dans plusieurs pays asiatiques (par exemple la Chine, l'Inde et l'Indonésie), les politiques visant à encourager les petits agriculteurs et à favoriser une répartition plus équitable des terres agricoles expliquent les réussites observées durant la révolution verte.

L'effet délétère du renchérissement des intrants

Une réponse axée sur la productivité des petites exploitations doit être accompagnée de mesures d'incitation visant à encourager les agriculteurs en assurant des prix à la production plus élevés et un accès amélioré aux intrants, à des prix abordables. Malheureusement, le prix d'un grand nombre d'intrants agricoles – engrais, pesticides et transport – est étroitement lié à celui des carburants fossiles. De janvier 2007 à avril 2008, le prix des engrais et du pétrole brut a

augmenté plus vite que ceux des denrées alimentaires, atténuant l'effet incitatif exercé sur la production par l'augmentation du prix des aliments. Dans la mesure où le prix des intrants représente une part considérable des charges variables totales des activités agricoles, cette tendance réduit l'effet que le renchérissement pourrait avoir pour stimuler une réponse axée sur la production.

Les contraintes structurelles

Une croissance agricole à assise large requiert des efforts importants et systématiques pour atténuer les diverses contraintes pesant sur les petits agriculteurs. Ces efforts leur permettront d'accroître la productivité de leurs exploitations tout en satisfaisant à des exigences plus strictes en matière de sécurité et de qualité des aliments produits.

Les technologies. L'accès à un flux constant de technologies adaptées aux particularités des situations contribue à améliorer la productivité, en particulier dans un contexte de limitation des ressources foncières, et représente donc un facteur important pour les petits producteurs. Dans les zones arides par exemple, les investissements visant à améliorer les technologies d'irrigation et à développer les cultures résistantes à la sécheresse contribuent à réduire la variabilité des prix et des revenus en atténuant l'incidence des périodes de sécheresse. Le manque de financements publics en faveur de la recherche et du développement agricole a lourdement entravé l'accès des agriculteurs à des technologies leur permettant d'accroître leur productivité. Rares sont ceux qui participent à des arrangements contractuels avec des acheteurs (par exemple, chaînes de valorisation de produits agricoles ou contrats de sous-traitance agricole), ce qui faciliterait pourtant l'accès à des semences, des intrants ou des machines de meilleure qualité.

Sur la voie des engagements du Sommet

L'accès aux marchés. L'accès à des marchés viables tant pour les denrées de base que pour les produits à forte valeur est une condition indispensable pour assurer le développement agricole et une meilleure productivité. L'accès aux marchés diffère entre les diverses régions en développement. C'est l'Afrique sub-

saharienne qui souffre du plus gros déficit en ce domaine, en particulier ses petits agriculteurs. Ces derniers souffrent: i) d'un manque d'infrastructures et de réseaux de transports; ii) d'une information médiocre sur les marchés; iii) de normes et niveaux de qualité inadéquats ou mal appliqués; et iv) de la mauvaise

organisation des agriculteurs pour la vente en gros. Tant que ces obstacles ne seront pas levés, un petit nombre de gros producteurs continuera de dominer le marché agricole.

Les infrastructures. Les routes et les installations de stockage sont des biens

Utilisation d'engrais en Afrique subsaharienne: les subventions sont-elles la solution?

En Afrique subsaharienne la consommation d'engrais n'était que de 8 kg par hectare en 2002, soit à peine un kg de plus qu'en 1982 et 7 de plus qu'en 1962. Cette quantité représente moins de 10 pour cent de celle de la plupart des autres régions en développement. C'est sans doute ce qui explique que le rendement des céréales n'y ait augmenté que de 50 pour cent entre 1962 et 2002, alors qu'il a presque triplé sur cette période dans le reste du monde en développement. De plus, du fait de ce faible usage d'engrais, les nutriments des sols africains risquent de se trouver épuisés.

Les facteurs responsables de cet usage limité sont: les carences des infrastructures, qui augmentent leur prix et en réduisent la disponibilité, les risques élevés qu'impliquent l'instabilité des prix et le manque d'irrigation, l'absence de crédits et un environnement commercial défavorable fait de réglementations, de taxes et de redevances dans lequel le secteur public (qui a tendance à allouer

les disponibilités de manière inefficace) remplace le secteur privé pour assurer l'approvisionnement en engrais.

Lorsque le prix des engrais augmente plus rapidement que celui des produits agricoles (ce qui n'incite pas les agriculteurs à augmenter leur production), les petits agriculteurs, qui sont des acheteurs nets d'aliments peuvent se trouver particulièrement touchés, car ils sont alors contraints d'utiliser une partie des fonds réservés à l'achat d'engrais. De nombreux pays africains pauvres peuvent ainsi réduire l'usage d'engrais ce qui, à brève échéance, pourrait même réduire le niveau de production, pourtant déjà bien trop faible.

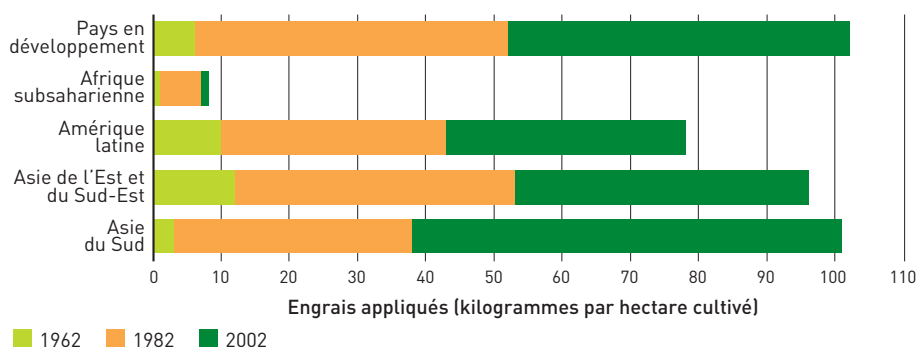
L'augmentation rapide du prix des engrais a ramené au premier plan la question des subventions. Elles pourraient se justifier quand elles offrent la perspective de gains de productivité significatifs, qu'elles constituent une forme de transfert de revenus plus économique que d'autres mesures (par

exemple, l'aide alimentaire) et qu'elles n'ont pas d'incidence négative sur les mécanismes du marché. Les bons remboursables auprès des commerçants, les offres de démonstration visant à stimuler la demande et les garanties visant à encourager les importateurs à offrir des crédits à leurs fournisseurs constituent autant de subventions «intelligentes», compatibles avec le marché.

Si les subventions à l'achat d'intrants sont utilisées pour stimuler une réponse de l'offre, plusieurs contraintes doivent être prises en compte. Dans certaines zones, l'offre peut être insuffisante et les subventions risqueraient d'entraîner une inflation locale. Les subventions sont coûteuses et peuvent peser sur les budgets des gouvernements, réduisant des dépenses dans d'autres domaines importants tels que l'éducation et la santé (les donateurs internationaux pourraient contribuer à réduire ces contraintes). Si des efforts de ciblage sont faits pour réduire les dépenses budgétaires, certaines difficultés administratives pourraient empêcher aux subventions de parvenir aux bénéficiaires qui en ont le plus besoin. Il apparaît ainsi que si les subventions aux engrais peuvent constituer une réponse efficace à court terme, elles ne constituent pas une solution durable. Chaque fois que l'on y recourt, elles doivent impliquer le secteur privé afin d'améliorer et de bâtir des systèmes de commercialisation à long terme.

Sources: Données FAOSTAT et M. Morris, V.A. Kelly, R.J. Kopicki et D. Byerlee. 2007. *Fertilizer use in African agriculture: lessons learned and good practice guidelines*. Banque mondiale, Washington.

Utilisation des engrais





publics essentiels permettant de réduire les coûts de commercialisation et de multiplier les opportunités économiques pour tous les ménages. Dans les zones rurales, l'accès aux infrastructures de transport et aux services sociaux est encore plus réduit pour les plus pauvres.

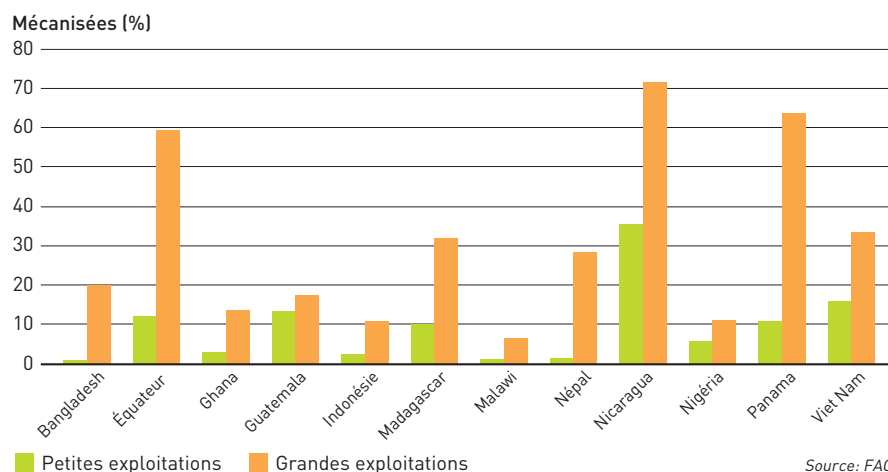
Les actifs. L'accès au capital physique et son utilisation varient considérablement entre les pays et même à l'intérieur de ceux-ci. Les petits propriétaires terriens recourent systématiquement à des pratiques à moindre intensité de capital. De même, le capital humain est étroitement lié au niveau de richesse. Les chefs des ménages les plus pauvres sont généralement moins instruits que ceux des ménages les plus riches. L'accès aux actifs détermine en grande partie leur capacité à faire face à un renchérissement des denrées alimentaires et à accroître leurs revenus ou leur production. De nombreux actifs jouant un rôle de garantie, les ménages qui en disposent suffisamment peuvent exploiter plus efficacement les opportunités d'investissement et d'expansion agricole.

Le crédit. Un pourcentage important de petits agriculteurs pâtit d'un accès insuffisant au crédit, ce qui pourrait les empêcher de se procurer et d'utiliser au moment opportun les intrants nécessaires. Certaines chaînes de valorisation de cultures commerciales sont parvenues à résoudre le problème du manque de crédit dans les zones rurales en faisant bénéficier directement les agriculteurs et leurs associations de crédits aux intrants, les remboursements intervenant à la vente des produits¹⁸. Dans la mesure où toute augmentation du prix des aliments permet aux petits agriculteurs de tirer de meilleurs revenus de la production d'aliments de base, leur accès aux liquidités et au crédit pourrait s'améliorer.

Les risques. Dans les pays en développement, l'agriculture artisanale est par

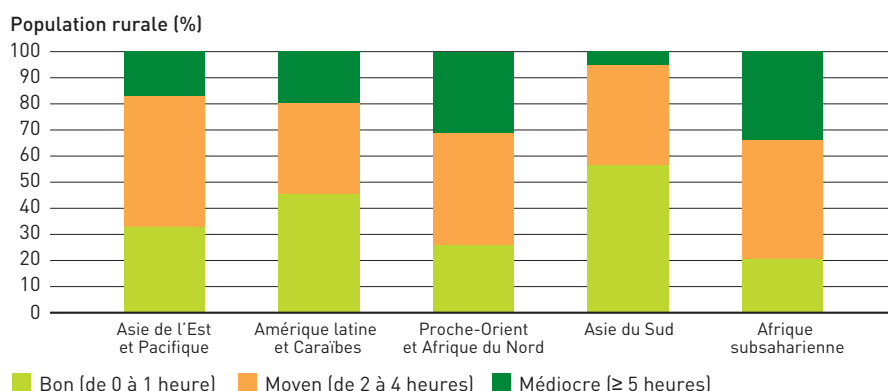
31

Mécanisation: petites et grandes exploitations



32

Accès aux marchés: délai de commercialisation



Source: Banque mondiale. 2007. Rapport sur le développement dans le monde en 2008: l'agriculture au service du développement. Washington, États-Unis d'Amérique.

nature une activité à haut risque; en outre, au cours de ces dernières années, on a assisté à une augmentation à la fois des prix alimentaires et de leur variabilité sur les marchés mondiaux. Dans la mesure où cette plus grande variabilité se répercute sur les marchés intérieurs, elle affecte les petits agriculteurs et peut décourager une réponse de l'offre. De plus, comme d'ailleurs la plupart des agriculteurs, ils ne bénéficient ni d'as-

surances couvrant leurs récoltes ou leurs troupeaux ni d'autres instruments de réduction des risques qui leur permettraient de faire face à la variabilité de la production. Ils adoptent par conséquent des stratégies de production plus prudentes ou bien diversifient leurs activités économiques dans des domaines autres que l'agriculture. Cette contrainte limite toute perspective d'intensification de la production agricole et l'adoption de

Sur la voie des engagements du Sommet

techniques agricoles plus sophistiquées. Les innovations récentes dans le domaine des assurances contre les risques météorologiques laissent augurer une réduction des dépenses administratives qui devrait permettre aux cultivateurs de mieux s'assurer.

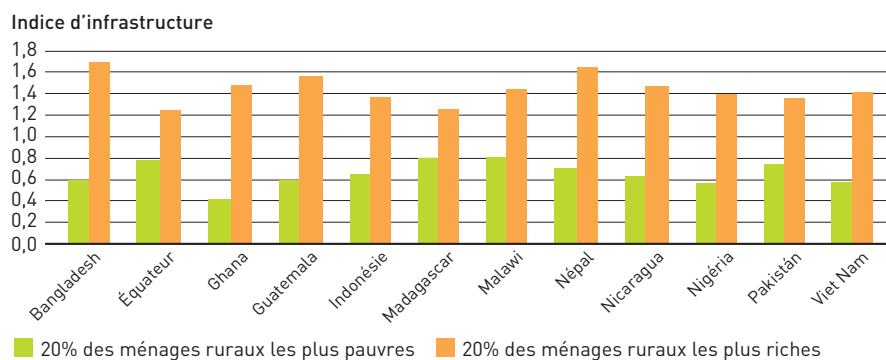
Aider les petits agriculteurs à réaliser leur potentiel

Les incitations qu'offre la flambée des prix alimentaires créent un environnement favorable pour faire progresser le calendrier des réformes agricoles en vue de satisfaire aux futurs besoins alimentaires, sans engager de dépenses excessives, moyennant une hausse de la productivité agricole, qui devrait réduire la pauvreté. Il conviendra ainsi de miser sur les petites exploitations, particulièrement dans les pays où l'économie est essentiellement agricole.

Afin de traduire cette opportunité en une série de mesures concrètes et d'améliorations mesurables des conditions d'existence des petits agriculteurs, les gouvernements et les partenaires du

33

Accès des ménages ruraux aux infrastructures



Note: L'indice d'infrastructure repose sur une analyse des principaux éléments; plus la valeur est élevée, plus l'accès aux infrastructures est important.

Source: FAO.

développement devront avant tout s'y investir totalement. Ils devront faire preuve d'une volonté politique sans faille pour supprimer les nombreuses contraintes pesant sur les motivations et les comportements des petits agriculteurs. Aujourd'hui, le renchérissement des aliments semble offrir pour certaines cultures de base et produits agricoles des opportunités d'intensification de la

production qui n'existaient auparavant que pour des cultures d'exportation à forte valeur. Il s'agit d'une évolution positive quant on sait que le développement des aliments de base réduit davantage la pauvreté que la croissance des exportations à forte valeur¹⁹. Mais pour élargir ces initiatives prometteuses, il convient d'abord d'étudier les enseignements de plusieurs années de programmes et

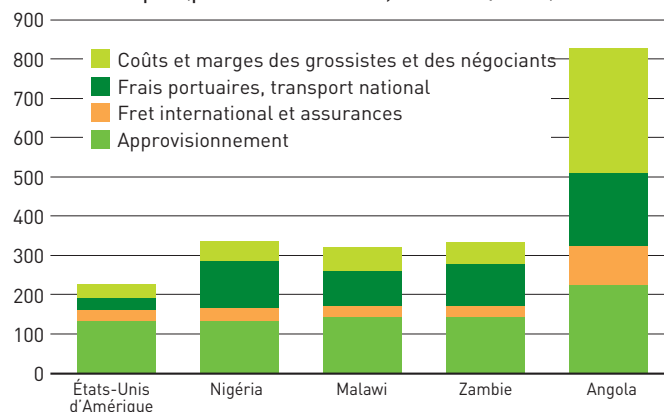
Les infrastructures de transport au service du développement

Les investissements dans les infrastructures de transport sont essentiels pour assurer un développement agricole durable. Dans les pays en développement, la production agricole décentralisée et à petite échelle nécessite de vastes réseaux de transport afin d'améliorer l'accès aux marchés, de réduire le prix des engrais revendus au détail et d'augmenter le prix des produits récoltés par les agriculteurs. Dans de nombreux pays africains, ils offriraient ainsi des bénéfices considérables en termes de réduction de la pauvreté¹.

Les services de transport dynamisent le commerce et la croissance agricole et à améliorer le bien-être, tout en réduisant la marge entre le prix payé au producteur et celui acquitté par le consommateur. La figure montre que la différence entre le coût des intrants dans plusieurs pays d'Afrique et aux États-Unis d'Amérique s'explique presque entièrement par les frais de transport.

¹ X. Diao, S. Fan, D. Headey, M. Johnson, A. Nin Pratt et B. Yu. (à paraître). *Accelerating Africa's food production in response to rising food prices – impacts and requisite actions*. Xinshen, Juin 2008. Document de travail de l'IFPRI.

Coûts du transport (prix de l'urée en 2003, dollars EU/tonne)



Source de la figure: D.I. Gregory and B.L. Bumb. 2006. Factors affecting the supply of fertilizer in sub-Saharan Africa. Agriculture and Rural Development Discussion Paper 24. Washington, États Unis d'Amérique.



L'irrigation dans les régions pauvres

La capacité de produire davantage d'aliments pour une population mondiale toujours croissante s'est considérablement renforcée au cours des récentes décennies du fait de l'extension des cultures irriguées. L'augmentation de la part de ces terres a constitué un socle solide à partir duquel accroître la productivité et réduire l'instabilité des rendements. La demande en eau étant en hausse et le changement climatique imposant de nouvelles restrictions, l'efficacité de la gestion des ressources hydriques disponibles est devenue une condition essentielle pour améliorer la productivité agricole et renforcer la sécurité alimentaire.

Dans environ 25 pour cent des systèmes mondiaux de cultures irriguées, ces ressources sont utilisées à un rythme plus rapide qu'elles ne se renouvellent. Plus inquiétant encore, l'eau semble se faire rare dans certaines régions. Le libre accès à ces

ressources ou aux systèmes d'irrigation ou l'existence de droits de propriété laxistes entraînent une surexploitation des nappes et des pratiques d'irrigation non durables qui épuisent les sols, les polluent ou, dans le meilleur des cas, accroissent les coûts d'irrigation. La dégradation des sols est également une des conséquences d'un usage inefficace des ressources hydriques et de pratiques inadaptées de gestion de l'irrigation, qui entraînent une réduction globale de la productivité et une perte accrue de terres arables. Les petits agriculteurs sont les premières victimes de ces pratiques car, souvent, ils n'ont ni la possibilité de protéger leurs droits à l'eau ni les ressources nécessaires pour investir dans des outils de pompage plus efficaces.

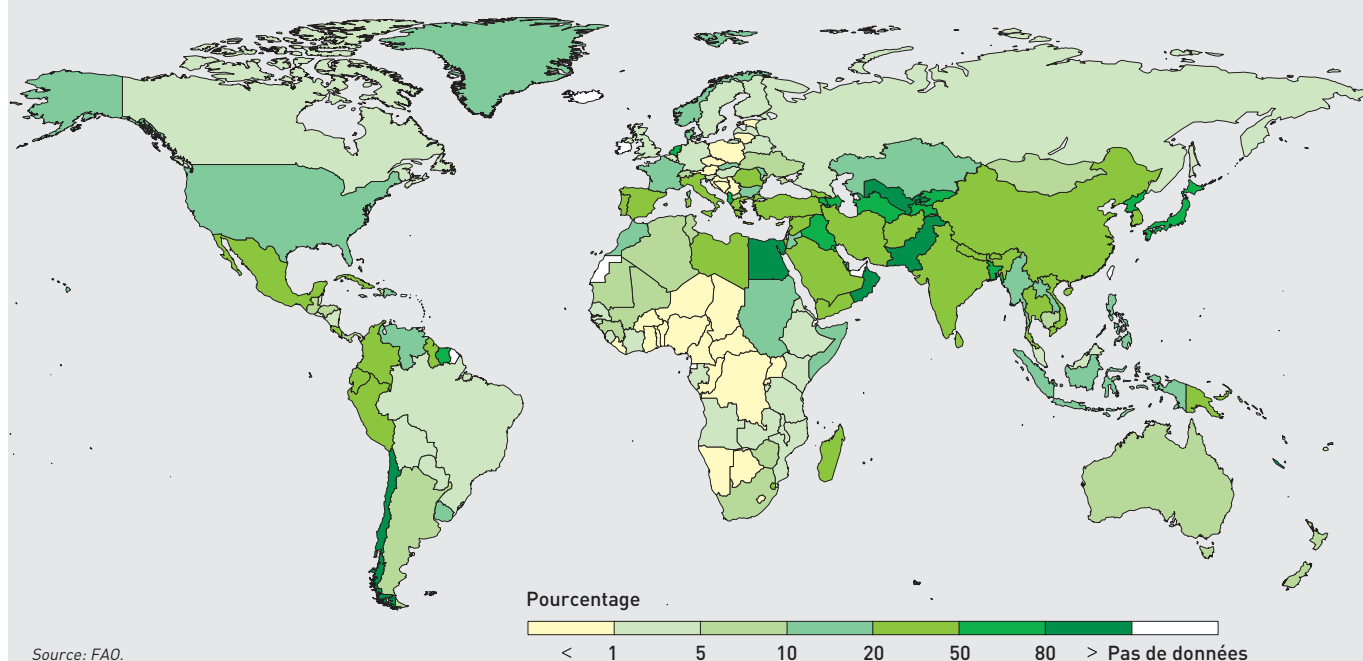
En Afrique, moins de 5 pour cent des terres arables sont irriguées. Il serait très profitable aux petits agriculteurs d'étendre

leurs surfaces irriguées pour accroître et stabiliser leur production tout en réduisant les incertitudes liées aux précipitations. Les projets d'investissements dans l'irrigation ont des taux de rendement très élevés, estimés à plus de 15 pour cent, voire 30 pour cent en Afrique subsaharienne¹. Leur multiplication a également pour conséquence une nette amélioration du bien-être des populations concernées. On estime ainsi qu'au Kenya, une augmentation de 1 pour cent de ces investissements a entraîné une réduction de la pauvreté d'environ 5 pour cent².

¹ Banque mondiale. 2007. *Rapport sur le développement dans le monde 2008: L'agriculture au service du développement*. Washington.

² J. Thurlow, J. Kiringai et M. Gautam. 2007. *Rural investments to accelerate growth and poverty reduction in Kenya*. Document de travail n° 723. IFPRI, Washington.

Pourcentage de la superficie totale des terres arables par rapport aux surfaces cultivées irriguées en permanence



Sur la voie des engagements du Sommet

projets visant à améliorer la productivité des petits agriculteurs.

Si certaines des contraintes auxquelles sont confrontés les petits agriculteurs sont semblables en dépit de contextes différents, les priorités peuvent différer selon les pays et les environnements. Dans les pays africains dont l'économie est essentiellement agricole, on s'efforcera sans doute plutôt d'améliorer la productivité des cultures vivrières de base et l'accès des agriculteurs aux marchés plus importants. Les politiques publiques et la mobilisation des ressources devront donner la priorité à la recherche et au développement pour les denrées, compte tenu des divers environnements agroécologiques, et à l'amélioration des infrastructures de commercialisation.

Cependant, dans les zones à haut potentiel disposant d'un bon accès aux marchés, l'établissement de liens entre, d'une part, les petits agriculteurs et, de l'autre, les nouvelles chaînes de produits à forte valeur et les gros détaillants offre des perspectives très intéressantes, pour autant que les agriculteurs puissent prendre en charge certains aspects de plus en plus importants tels que les stratégies de marque, le calibrage et la normalisation. L'amélioration de l'accès aux marchés internationaux (moins du quart de la production totale africaine est exportée) et le développement des marchés locaux permettra d'augmenter les revenus des petits agriculteurs au vu de leur avantage de coût pour la production de cultures primaires²⁰.

La Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya et la Zambie offrent de nombreux exemples d'entreprises qui sont parvenues à produire et à commercialiser de nouveaux produits, tels que des fruits tropicaux et des fleurs coupées.

Comprendre les opportunités du marché, évaluer les techniques culturales appropriées, identifier les contraintes et les limites pesant sur la production et la commercialisation (par exemple, routes de desserte, crédits, intrants abordables)

L'Initiative de la FAO contre la flambée des prix des denrées alimentaires

Afin de répondre au renchérissement rapide des aliments, la FAO a lancé en décembre 2007 l'Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires. Son objectif immédiat est d'accroître rapidement la production lors des campagnes agricoles 2008 et 2009 en favorisant l'accès direct des petits agriculteurs aux intrants. Afin de soutenir cet effort, la FAO a fait appel aux donateurs pour un investissement immédiat de 1,7 milliard de dollars EU.

Cette initiative vise principalement à stimuler de toute urgence la production vivrière dans les pays les plus touchés afin d'améliorer l'offre au niveau local. Elle cherche à aider les gouvernements à formuler des plans d'action nationaux pour conduire des interventions de sécurité alimentaire s'articulant autour d'une stratégie sur deux fronts: accroître la production alimentaire tout en garantissant l'accès à la nourriture pour les groupes de population les plus vulnérables touchés par la hausse des prix alimentaires et leur plus grande instabilité.

L'aide de la FAO prend diverses formes: i) des interventions visant à améliorer l'accès des petits agriculteurs aux intrants

essentiels (par exemple, semences, engrais, aliments pour animaux) et à améliorer les pratiques agricoles (par exemple, gestion de l'eau et des sols, réduction des pertes après récolte); ii) un soutien aux politiques et un appui technique; iii) des mesures visant à faciliter l'accès des petits agriculteurs aux marchés; et iv) une réponse d'ordre stratégique visant à amortir les effets de la hausse des prix alimentaires à court, moyen et long terme par le biais d'investissements accrus et durables dans l'agriculture.

Dans le cadre de l'Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires, un partenariat solide a été mis en place entre la FAO, la Banque mondiale, les organismes des Nations Unies basés à Rome (le Fonds international de développement agricole et le Programme alimentaire mondial) et d'autres partenaires du développement, en se fondant sur les complémentarités et les synergies pour répondre de façon efficace et pratique à la fois aux effets de la flambée des prix sur la sécurité alimentaire dans les pays et aux besoins connexes en matière de développement.

Pour de plus amples informations sur cette initiative, veuillez consulter la page suivante: www.fao.org/worldfoodsituation/isfp/fr

sont les premières étapes qui permettront de renforcer le soutien aux petits agriculteurs. Afin d'améliorer l'accès aux techniques et aux marchés, une possibilité serait d'organiser la production et la commercialisation des denrées sur la base de l'agriculture contractuelle ou de la sous-traitance agricole.

Enfin, la recherche en matière de sécurité alimentaire a souligné l'existence d'interactions puissantes et positives entre cultures commerciales et production vivrière et permis d'établir des méthodes innovantes pour résoudre de nombreuses contraintes rencontrées par les petits agriculteurs. Les cultures

commerciales à forte valeur destinées aux marchés internationaux, régionaux ou nationaux, permettent souvent un meilleur accès au crédit, aux équipements et aux intrants, ce qui serait impossible dans le cas des cultures vivrières traditionnelles. Sous certaines conditions, elles contribuent à accroître la production alimentaire et à générer de meilleurs revenus et permettent aux exploitations d'accumuler davantage de capital. La diversification des systèmes de cultures contribue à une plus grande résistance des systèmes de production et à rendre les moyens d'existence plus durables et moins vulnérables aux chocs.



Garantir l'accès à l'alimentation

Les personnes les plus vulnérables aux chocs causés par la flambée des cours alimentaires doivent être immédiatement protégées contre la baisse de leur pouvoir d'achat. Ces mesures de protection permettront non seulement de sauver des vies mais également de renforcer les moyens d'existence et d'œuvrer pour un développement à plus long terme. Les filets de sécurité et la protection sociale peuvent prévenir et réduire la malnutrition, dont les conséquences se font sentir durant toute une existence. Des moyens d'existence plus sûrs préviennent les ventes d'actifs en catastrophe, permettent l'investissement dans la santé et l'éducation et empêchent les ménages de sombrer dans le cercle vicieux de la pauvreté.

L'expression «filet de sécurité» recouvre divers types de programmes d'aide aux groupes de population vulnérables: distribution d'aliments, transferts en espèces, alimentation et création d'emplois. De nombreux pays disposent d'un ou plusieurs programmes, d'ampleur variable. Cependant, dans le contexte actuel de hausse des prix alimentaires, tous n'en proposent pas, du fait de leur coût budgétaire et de leur complexité administrative.

Les transferts en espèces comprennent la distribution de liquidités ou de bons convertibles. Ils peuvent ou non dépendre de la participation des bénéficiaires à des programmes en matière de santé, d'éducation ou de travaux publics. Ils sont adaptés là où les marchés alimentaires fonctionnent correctement et où l'objectif de l'intervention est d'améliorer la capacité d'acheter des aliments. Les transferts sans conditions permettent aux ménages de décider par eux-mêmes comment utiliser l'argent distribué: achat d'aliments, d'articles non alimentaires essentiels ou investissements. Ces interventions peuvent également contribuer au développement de marchés locaux, alimentaires ou autres, car elles incitent le secteur privé à s'impliquer dans des

filières de commercialisation plus stables et aux volumes plus importants. Cependant, lorsque la hausse des prix alimentaires est rapide, il conviendra d'ajuster la valeur des transferts pour préserver le pouvoir d'achat, ce qui peut compliquer la planification budgétaire.

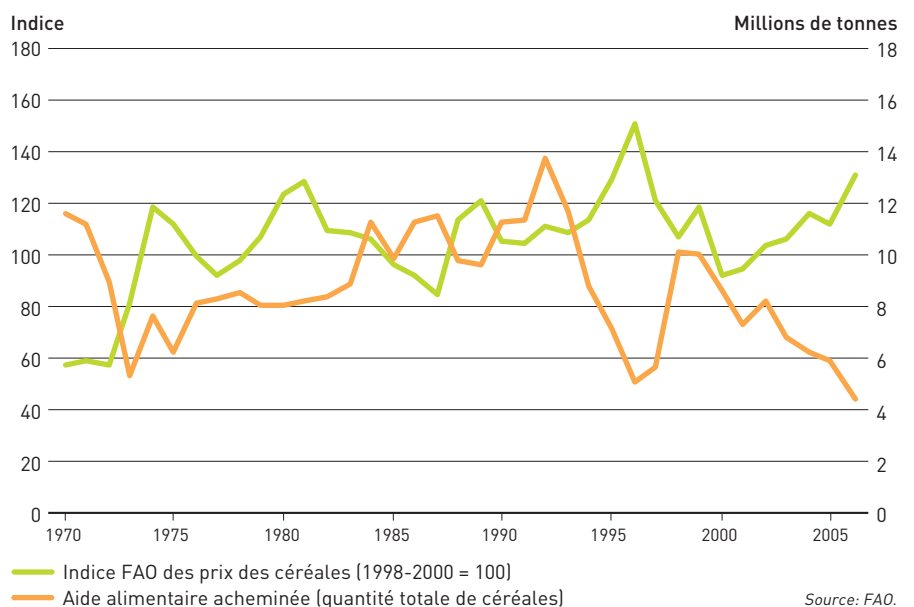
D'autres approches visant à améliorer l'accès à l'alimentation (par exemple les bons alimentaires) sont également appropriées lorsque les marchés alimentaires locaux fonctionnent correctement et que la cause première de la faim est un accès insuffisant à la nourriture. Les bons alimentaires peuvent contribuer au développement des marchés locaux, essentiellement ceux de produits alimentaires, tout en étant plus acceptables politiquement. Il apparaît également plus difficile de les «détourner» vers des consommations «non souhaitées» et ils peuvent être auto-ciblés (les ménages moins pauvres étant plus intéressés par des espèces que par des bons, alimentaires ou non). De plus, leurs coûts de transaction sont moindres que ceux des distri-

butions alimentaires directes. Toutefois ces coûts restent toutefois supérieurs à ceux des transferts en espèces, et les bons alimentaires pourraient peser sur la capacité des ménages à choisir les dépenses les plus appropriées. En outre, la revente des bons au marché noir pourrait saper les objectifs de ces programmes.

Les programmes axés sur l'approvisionnement en nourriture permettent aux particuliers ou aux ménages de se procurer directement des aliments ou des compléments alimentaires. Ils sont particulièrement bien adaptés lorsque les marchés alimentaires ne fonctionnent pas correctement, c'est-à-dire là où les transferts en espèces ou les autres formes de soutien aux revenus sont moins efficaces. Par exemple, la distribution d'espèces ou de bons alimentaires dans des zones où les aliments sont difficiles à se procurer pourrait perturber les marchés locaux et faire augmenter les prix. En général, l'aide alimentaire directe ou les programmes «vivres contre

34

Prix internationaux des céréales et aide alimentaire



Sur la voie des engagements du Sommet

travail» sont mieux adaptés à de telles situations et constituent le premier filet de sécurité déployé par le Programme alimentaire mondial. D'autres types de programmes de distribution directe de nourriture se justifient lorsque certains membres du ménage sont particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire ou à la malnutrition. Il pourrait ainsi être nécessaire de distribuer de la nourriture ou des compléments alimentaires dans les établissements scolaires.

L'aide alimentaire directe est fondamentalement différente de la distribution d'espèces ou de bons alimentaires; elle est particulièrement appropriée lorsque la faim est causée par une insuffisance de disponibilités vivrières. En outre, ces programmes sont souvent plus acceptables politiquement, peut-être parce qu'il est plus difficile de détourner l'aide vers une consommation non souhaitable. Il convient de noter que l'aide alimentaire est souvent constituée de dons faits au pays et que la quantité d'aide disponible se trouve fréquemment réduite lorsque les cours mondiaux augmentent. Quoi qu'il en soit, le fait que cette aide soit souvent gratuite pourrait inciter les gouvernements à ignorer d'autres solutions plus appropriées et durables.

Étant donné l'importance des moyens d'existence agricoles pour les personnes pauvres et en situation d'insécurité alimentaire, en particulier en Afrique subsaharienne et dans un contexte de flambée des prix des denrées, les filets de sécurité productifs peuvent également jouer un rôle important. Dans des pays comme l'Éthiopie et le Malawi, les instruments traditionnels de la politique agricole, notamment les subventions aux intrants, et les approches innovantes d'assurance des cultures, sont désormais partie intégrante de la protection sociale. À court terme, les difficultés d'accès aux intrants essentiels comme les semences et les engrais pourraient peser sur la réponse axée sur l'offre apportée par les petits agriculteurs du

fait de la hausse des cours. Dans ces cas, les mesures de protection sociale, y compris la distribution de ces intrants, directement ou par le biais de systèmes de bons ou de «subventions intelligentes», peuvent constituer une réponse appropriée. Ces programmes, s'ils sont mis en œuvre efficacement, peuvent accroître la production locale et les revenus de petits producteurs et atténuer les hausses de prix sur les marchés locaux, améliorant ainsi l'état nutritionnel des ménages acheteurs nets d'aliments.

Si, dans un contexte de prix alimentaires élevés, l'idée d'un filet de sécurité apparaît évidente, la formulation, la conception et la mise en œuvre d'un tel programme sont complexes. Il existe de nombreuses possibilités et aucune d'entre elles n'est intrinsèquement «meilleure». La solution adoptée dépendra des objectifs et conditions locaux, et de nombreux filets de sécurité associent des composantes des options que nous avons évoquées. Plus important encore, elle doit être fonction des besoins et de la situation du pays ou de la région ainsi que de l'opinion des bénéficiaires plutôt que des besoins et priorités des pays et organismes donateurs.

Carences nutritionnelles

Les problèmes de nutrition des enfants et des adultes peuvent s'aggraver si le renchérissement des aliments perdure et des mesures immédiates doivent donc être prises pour en limiter les conséquences négatives. Pour que puissent être mis en œuvre des interventions et des programmes appropriés, il convient de bien connaître le contexte national car l'impact nutritionnel des mécanismes d'adaptation variera considérablement selon les circonstances et les groupes de population. Les interventions d'aide alimentaire doivent avoir pour objectif de préserver ou d'améliorer la diversité des régimes alimentaires afin d'éviter

une augmentation des carences en micronutriments.

Les programmes et interventions comprennent des mesures directes, comme des suppléments en micronutriments ou des distributions d'aliments enrichis au bénéfice de groupes très vulnérables tels que les enfants ou les femmes enceintes ou allaitantes. Ces mesures palliatives doivent être complétées par d'autres, à plus long terme, permettant effectivement aux ménages à faible revenu d'accéder à des régimes diversifiés, à un coût abordable. En voici quelques exemples: soutien aux petites industries alimentaires pour leur permettre de produire des aliments de sevrage de bonne qualité nutritionnelle; soutien et promotion de l'allaitement; diffusion de messages pertinents en matière de nutrition; et mesures de surveillance de la croissance. Les informations recueillies au Bangladesh dans les années 90 semblent indiquer que les politiques alimentaires macroéconomiques visant à maintenir le prix des aliments de base à un niveau abordable peuvent, associées à d'autres interventions alimentaires et nutritionnelles, contribuer à réduire le nombre d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale²¹. Étant donné l'importance du statut des femmes en matière de nutrition infantile, des mesures concrètes doivent viser à éradiquer toute discrimination fondée sur le sexe et à réduire les rapports de force inégaux entre les femmes et les hommes.



Pour conclure

Faire face aux menaces

L'augmentation spectaculaire des prix mondiaux des aliments représente une menace pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle entraîne également de nombreux problèmes d'ordre social, politique et environnemental ayant eux-mêmes des répercussions sur les activités de développement et l'aide humanitaire. La crise alimentaire met en danger la vie de mil-

lions de personnes parmi les plus vulnérables et menace d'annuler les avancées faites depuis une dizaine d'années en matière de réduction de la faim et de la pauvreté. Déjà, avant la flambée, on estimait qu'il existait quelque 850 millions de personnes sous-alimentées. La crise pourrait conduire des millions de personnes supplémentaires, tant dans les zones rurales qu'urbaines, à s'enfoncer dans la misère et la famine.

Une crise de cette nature et de cette

ampleur impose, à l'échelon mondial, une réponse urgente à la fois exhaustive, cohérente et coordonnée afin d'améliorer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en particulier dans les pays en développement. Elle doit traiter les besoins immédiats comme à plus long terme et cibler les pauvres des zones urbaines et rurales, notamment les petits agriculteurs des pays touchés (dont la capacité à profiter du renchérissement des aliments est rudement mise à mal

Suivi de la Conférence de haut niveau organisée par la FAO

Lorsque les dirigeants mondiaux se sont retrouvés à Rome au début du mois de juin 2008 à l'occasion de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire, ils ont à nouveau confirmé qu'il était «inacceptable que 862 millions de personnes soient encore sous-alimentées dans le monde aujourd'hui» et ont instamment invité la communauté internationale «à prendre des mesures immédiates, urgentes et coordonnées pour lutter contre les effets négatifs de la flambée des prix des denrées alimentaires».

Il a été reconnu qu'il était nécessaire de prendre immédiatement des mesures pour sauver les vies et les moyens d'existence des personnes qui en sont victimes, et urgent d'aider les pays en situation d'insécurité alimentaire à développer leur agriculture et leur production vivrière. La Conférence de haut niveau a formulé un certain nombre de recommandations.

Mesures immédiates et à court terme

Ces mesures auront pour objectif de:

- répondre immédiatement aux demandes d'aide afin de traiter les situations d'urgence en matière de faim et de malnutrition en élargissant les programmes d'aide et de filets de sécurité;
- fournir un soutien en matière de budget et/ou de balance des paiements, réexa-

miner le service de la dette et simplifier les procédures d'admissibilité aux mécanismes financiers existants à l'appui de l'agriculture et de l'environnement;

- accroître l'accès des petits agriculteurs aux semences, engrais, aliments pour animaux, assistance technique et autres intrants;
- améliorer les infrastructures commerciales;
- s'assurer que les politiques alimentaires, sur les échanges agricoles et, plus généralement, commerciales soient de nature à favoriser la sécurité alimentaire pour tous, en menant à bien rapidement le Cycle de négociations commerciales de Doha et en limitant les mesures restrictives qui pourraient accroître la volatilité des cours mondiaux.

Mesures à moyen et long termes

La crise actuelle a mis en évidence la fragilité des systèmes vivriers mondiaux et leur vulnérabilité aux chocs. S'il est urgent de s'attaquer aux conséquences de la flambée des prix des produits alimentaires, il est également crucial d'associer des mesures à moyen et à long termes, notamment:

- adopter un cadre d'intervention axé sur les populations en faveur des pauvres vivant dans les zones rurales, périurbai-

nes et urbaines et des moyens d'existence des populations dans des pays en développement et accroître les investissements dans l'agriculture;

- préserver la diversité biologique et accroître la résilience des systèmes actuels de production vivrière face aux défis du changement climatique;
- accroître nettement les investissements dans la science et la technologie pour l'alimentation et l'agriculture et renforcer la coopération en matière de recherche, de mise au point, d'application, de transfert et de diffusion de technologies améliorées et d'approches en matière de politiques;
- établir des conditions en ce qui concerne la gouvernance et les politiques qui facilitent l'investissement dans des technologies agricoles améliorées;
- poursuivre les efforts en matière de libéralisation des échanges internationaux de produits agricoles en réduisant les obstacles au commerce et les politiques qui ont des effets de distorsion sur les marchés;
- relever les défis et possibilités relatifs aux biocarburants, compte tenu des besoins mondiaux en matière de sécurité alimentaire, d'énergie et de développement durable.

Sur la voie des engagements du Sommet

par la carence d'intrants, d'investissements, d'infrastructures et d'accès au marché).

Un appel pour une action concertée urgente

Le 28 avril 2008, le Secrétaire général des Nations Unies a mis sur pied une Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, qu'il préside lui-même. Elle est composée des responsables des institutions spécialisées, des fonds et des programmes des Nations Unies, des institutions de Bretton Woods et des parties concernées du Secrétariat de l'ONU. Conçue pour servir de catalyseur à des mesures urgentes et immédiates, elle a élaboré un Cadre global d'action afin de guider les acteurs locaux et mondiaux (institutions et gouvernements). La FAO a joué un rôle essentiel au sein de l'Équipe. Elle a contribué au contenu stratégique et technique général du cadre global d'action et contribuera largement à sa mise en œuvre.

Ce cadre définit les mesures prioritaires qui permettraient d'améliorer la sécurité alimentaire mondiale et de poursuivre la réduction de la pauvreté dans le contexte actuel de crise alimentaire. Conformément à la Déclaration approuvée par les dirigeants mondiaux à l'occasion de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mon-

diale organisée par la FAO au mois de juin 2008 (voir l'encadré) et aux messages fondamentaux dans ce rapport, le cadre mondial d'action préconise d'agir sur deux fronts pour apporter une réponse globale à la crise alimentaire mondiale. Il s'agit d'abord de *satisfaire aux besoins immédiats des populations en situation d'insécurité alimentaire et ensuite de renforcer la résilience et contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle à plus long terme*. Ces deux types d'intervention nécessitent une attention urgente et bénéficieraient d'un renforcement des systèmes de coordination, d'évaluation, de contrôle et de surveillance.

L'investissement dans l'agriculture est primordial

La FAO est convaincue qu'un renforcement des investissements agricoles, centrés sur les petits agriculteurs et sur le développement rural, pourrait permettre à l'agriculture de devenir un secteur économique dynamique, ce qui aurait des effets positifs sur la réduction de la pauvreté. Pour parvenir à ces objectifs, l'amélioration de la productivité agricole devra s'accompagner d'un redoublement des investissements en faveur du développement de marchés locaux et régionaux et d'une réforme ambitieuse des pratiques commerciales créatrices de distorsions. Il conviendra parallèlement d'adopter

des modèles durables de production agricole pour s'assurer que ces solutions nouvelles cadrent avec les besoins environnementaux à long terme.

Affronter le défi

Les dirigeants doivent jouer un rôle central dans toute réponse à l'échelon mondial. Les gouvernements nationaux doivent montrer la voie, mais ils ont besoin du soutien et de la coopération renouvelés du secteur privé, de la société civile, de la communauté humanitaire et du système international. Les implications financières de la crise et des réponses envisagées sont d'une ampleur considérable et exigent l'engagement politique et financier de toutes les parties prenantes. Jusqu'ici, les réactions sont nettement insuffisantes par rapport à l'importance des besoins. De nouvelles allocations de ressources doivent venir compléter les financements actuels et ne pas détourner de ressources d'autres secteurs sociaux vitaux nécessaires à la réalisation des OMD, tels que la santé et l'éducation.

Ces mesures ne pourront être entreprises et ces résultats obtenus que dans le cadre de partenariats à tous les niveaux. La FAO continuera d'assurer son rôle de direction et de coordination, tout en aidant les gouvernements nationaux et les communautés affectées à relever ce qui constitue un véritable défi mondial.